

**Emmanuel Lincot\***

## ***L'ENJEU CULTUREL : L'EXEMPLE DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES***

La visite programmée du Président Hu Jintao en France pour la fin de l'année 2010 augure d'un rapprochement entre Paris et Pékin sur des sujets brûlants : la crise financière, les questions environnementales, la coopération nucléaire, l'Afrique et l'Iran. Marginale, la culture est au mieux un supplément d'âme pour une action de la diplomatie française devenue en Chine, comme ailleurs, illisible.

Plusieurs définitions peuvent être données au mot culture. C'est d'abord et avant tout *l'ensemble des représentations collectives propres à une société*<sup>1</sup>. Sociale ou environnementale, cette représentation tient compte du contexte, non comme déterminisme mais bien en tant qu'évaluateur d'un objet soumis à l'analyse de ses « *seuils* ». Exclusifs ou éclectiques<sup>2</sup>, ils semblent complexes pour l'élaboration d'une *stratégie culturelle*. Sous ce vocable de *stratégie culturelle*, nous réunissons les activités ressortissant aux trois formes de l'*éducation*, de l'*information* et de la *diffusion*, considérées dans leur généralité. Le concept d'éducation sera ici préféré à ceux, plus restreints, d'enseignement et d'instruction, qu'il inclut et dépasse.

Sans réfuter pour autant les discours catastrophistes de deux de nos anciens ministres des Affaires étrangères sur la faiblesse des moyens affectés à la culture par le Quai d'Orsay, nous voyons là que la France a des atouts très estimables pour affirmer, face à la domination américaine, une toute autre visibilité de son action. En cela, la Chine peut devenir le laboratoire de notre future stratégie culturelle dans le monde. Pourquoi la Chine ? Car elle partage avec la France une très forte tradition régaliennne dans le domaine culturel. Elle s'en démarque dans le même temps étant donnée la nature diamétralement opposée de leurs régimes. Mais la culture

---

\* Emmanuel Lincot est secrétaire général de la *Société de Stratégie*. Directeur de la chaire des Etudes Chinoises Contemporaines et vice-doyen de l'Institut Catholique de Paris, il est spécialiste d'histoire culturelle contemporaine de la Chine.

n'est pas seulement une affaire de choix politique. C'est une affaire d'économie. Et nous savons que les besoins de la Chine en la matière sont énormes.

### **Constats**

La demande chinoise en matière de biens culturels ne cesse de croître. Elle est liée à deux facteurs : la révolution dans le domaine des communications et la décentralisation des pouvoirs de décision. Depuis le XVII<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste (2007), la Chine s'est engagée, par la voix de ses plus hautes autorités, à valoriser la culture comme moyen d'affirmer sa puissance. Ce *soft power* encourage l'essor des biennales, la construction d'antennes de musées et d'institutions prestigieuses (comme le *Ullens Center for Contemporary Art* - UCCA) par tout le pays. Afflux d'argent, initiatives collectives ou individuelles ont fait voler en éclat la dualité qui opposait Pékin (*la capitale du pouvoir*) à Shanghai (*la ville de l'argent*), ville laboratoire qui accueille en cette année 2010 l'Exposition Universelle. D'autres conurbations telles que Chengdu et Chongqing - gigantesque agglomération de 32 millions d'habitants -, dans la province occidentale du Sichuan, sont des centres artistiques importants. La France y brille par son absence. Comment y remédier ? Le ministère des Affaires étrangères dispose d'un organisme : *CulturesFrance*. Depuis sa création en 1999, *CulturesFrance* est chargée du rayonnement de la culture française à l'étranger. La commission des finances du Sénat et la Cour des Comptes ont sévèrement critiqué ses carences en matière d'évaluation (budgétaire et celle, plus complexe, d'efficacité sur le terrain). Le véritable problème tient à l'incohérence des choix de la France en matière de stratégie culturelle.

### **Objectifs**

Les années croisées France/Chine (2004-2005) avaient été saluées comme une initiative heureuse. Si l'on en juge par l'état de défiance et d'incompréhension que les Chinois ont nourri à l'encontre des Français - et réciproquement -, à peine quelques années plus tard (cf : incident de la flamme olympique à Paris, destruction de biens français en Chine...), elles peuvent être considérées rétrospectivement comme un échec.

La France souffre d'un profond déficit d'intégration culturelle sur le territoire chinois qui lui interdit d'utiliser son poids économique. La réciproque est de moins en moins vraie : avec les Instituts Confucius, les innombrables associations créées par la diaspora, la présence accrue d'étudiants chinois établis en France<sup>3</sup>, la Chine bénéficie d'une représentation plus large dans notre pays. On arguera que c'est une question d'échelle et de moyens. Cinquième puissance économique du monde, la France a, répétons-le, les moyens de ses ambitions<sup>4</sup>.

Parce que le développement de la Chine engage l'avenir de la France, la Chine doit être une de ses priorités. Or, nos élites n'y sont pas prêtes. Il y a là un paradoxe entre l'intérêt réel que porte une part croissante de la population française pour la Chine et l'aveu flagrant de désinformation et/ou de mal formation que trahissent les élites à son sujet. Paresse intellectuelle, complaisance ou démission de la pensée devant ce qui paraît inéluctable - le fantasme politique autant que culturel d'une *défaite de l'Occident face à la Chine* -, nos élites n'en sont pas à leur première erreur d'interprétation du monde et de ses enjeux<sup>5</sup>. Une révolution mentale doit être engagée. D'où l'importance accordée par la stratégie culturelle au *mesurable*. Le mesurable n'est pas nécessairement le *quantifiable*.

Une juste mesure doit déterminer le champ de formation de nos élites aux affaires chinoises. Plus discrète, moins spectaculaire, cette *stratégie* aura pour effet de mettre en œuvre la *politique culturelle* dont la France a besoin pour servir, en Chine et dans le monde, ses propres intérêts. Un organisme tel que *CulturesFrance* y trouvera toute sa légitimité en s'appuyant sur les structures-relais préexistantes (la *Société de Stratégie* en est une) pour confronter les idées et les interrogations d'hommes de lettres, de hauts fonctionnaires ou de financiers à celles de leurs homologues chinois.

Laissons en revanche aux régions françaises l'apanage des relations avec leurs partenaires chinois dans tout ce qui a trait aux programmations culturelles à *forte visibilité* (théâtre, chorégraphie, musique, expositions...). C'est à elles que reviennent le choix des jumelages entre les villes et leurs festivals. C'est à elles que reviennent l'accueil des artistes en résidence, l'organisation des rencontres sportives. C'est au niveau régional que l'on saisit la culture d'un peuple et non dans le monde atemporel des ambassades. Des liens souvent étroits ont été créés : nous pensons à l'Anjou dans ses relations avec le Shandong. Mais ils sont insuffisants. Chacune de nos régions françaises doit nommer un représentant qui se verra accueillir par les autorités régionales chinoises de son choix. La présence souvent très ancienne d'expatriés français par tout le pays en facilitera le recrutement. Patriotisme, connaissance de la langue et flexibilité seront les critères de ce recrutement. Réciproquement, les provinces chinoises pourront utiliser, auprès de chacun de leurs partenaires françaises, le vivier de cadres bilingues issus de la diaspora. On l'aura compris, cette *stratégie culturelle* opère à deux niveaux. Ce nouveau dispositif est le plus sûr moyen de fidéliser les élites entre elles et de *travailler* les opinions par une participation directe des institutions régionales et des villes aux affaires culturelles bilatérales.

Cela donne :

- un changement radical concernant la vocation de *CulturesFrance*. Cet

organisme devient une plate-forme de rencontres et de formations pour les élites franco-chinoises. *CulturesFrance* s'appuie sur la compétence de sociétés relais (comme la *Société de Stratégie*) et soustraite ses opérations auprès d'elles. Les effets de brouillage qui affaiblissent parfois la marge de manœuvre du Quai d'Orsay en Chine pour cause de confusion entre des éléments exogènes à son dispositif (ex : les services culturels) et les instructions qui sont données à ses cadres seront ainsi dissoutes.

- les régions et les villes françaises se répartissent les initiatives culturelles à *forte visibilité* (spectacles, envois de troupes, expositions...) vis-à-vis de leurs partenaires chinois. Les gouvernements français et chinois se réservent un rôle d'arbitrage dans le choix de ces partenaires. Symboliquement, la responsabilité de la direction des centres culturels français échoit, sous l'arbitrage de l'Etat et de son représentant (l'ambassadeur), à un administrateur délégué par une de nos régions pour un mandat de cinq ans, non renouvelable.

Cette complète restructuration de notre stratégie culturelle devrait avoir les effets suivants : rencontres très régulières entre décideurs politiques, spécialistes de l'économie, parlementaires, scientifiques, acteurs de la société civile, et même militaires. Elles donnent lieu, à tous les niveaux, à la création de comités de jumelage et à l'élaboration de relais d'opinion. Privilégier des échanges continus est le plus sûr moyen de démultiplier le volume de nos échanges économiques et la part de nos investissements. Cette stratégie culturelle crée des emplois.

C'est aussi une façon d'éviter les incidents diplomatiques comme ceux qui ont opposé fâcheusement les capitales, française et chinoise. C'est qu'au fond, en dépit des changements de style, des attentions conviviales et des déclarations d'amitié entre les présidents Nicolas Sarkozy et Hu Jintao, la confiance réciproque a du mal à supplanter la prévention, le scepticisme, les soupçons et souvent la crainte.

Gageons que ces changements d'affects soient aussi le signe d'une complète remise à plat des relations franco-chinoises. Nous le devons à Nicolas Sarkozy qui, au commencement de ses démarches, n'a sans doute pas évalué les risques d'incompréhension que sa politique réaliste pouvait engendrer du côté chinois. Elle a cependant le mérite de considérer la Chine avec distance, respect et fermeté : changement radical par rapport aux effets de rhétorique hérités de la politique gaullienne et à l'attitude ambivalente que la France, démocratie occidentale, adoptait à l'égard des représentants de l'un des régimes totalitaires les plus rétrogrades né de la guerre froide. Le pragmatisme sarkozyen ouvre par là-même de nouvelles perspectives, plus prosaïques et dans un certain sens, plus saines. Ce contexte nous paraît

plus favorable à une meilleure compréhension de la Chine dans l'appréhension de sa diversité. Nous devons saisir cette opportunité pour former nos élites aux rencontres qu'elle présage.

### **Se former**

Première observation : il y a sans doute plus d'intelligence à échanger entre deux très anciennes civilisations (la France et la Chine) sur les défis à venir - quel urbanisme ? quel développement durable ? quelle organisation sociale du travail ?...

Deuxième observation : la Chine fait peur car elle consomme des énergies premières que nous convoitons aussi. La Chine fait peur car son régime politique est de nature dictatoriale. Son attitude prédatrice en Afrique, son soutien à la Corée du Nord ne peuvent guère nous la faire aimer. Malgré toutes nos réticences, nous devons repenser notre façon de voir la Chine. Nous devons essayer de parvenir à une compréhension de l'histoire de la Chine moderne qui tienne compte de la compréhension chinoise<sup>6</sup>. La singularité de la Chine peut être surestimée. Si c'est une erreur que d'ignorer son exclusivité dans l'histoire des hommes, une autre est d'ignorer la commune humanité qu'elle partage avec nous.

Cette appartenance commune a un sens très pratique aujourd'hui : l'interdépendance de toutes les nations (symbolisée par le nucléaire, la pollution atmosphérique, la crise financière...) nous met avec la Chine dans le même bateau. Relisons le grand sinologue J. K. Fairbank : « L'État et la société en Chine sont différemment construits, avec un plus grand sens de l'ordre hiérarchique, bien sûr, mais aussi des relations interpersonnelles d'une plus grande intensité et une plus grande importance données aux conduites morales conscientes. En résumé, notre voie (...) n'est pas la seule voie ni même encore la voie majeure pour l'avenir de la femme et de l'homme. Notre recours à la législation, aux contrats, aux droits légaux, et à la chicane, trouve ses limites. La Chine offre des alternatives »<sup>7</sup>.

Le dialogue entre les cultures n'a jamais commencé. Un travail considérable doit être fait dans la sensibilisation des opinions à l'histoire de chacun. Il nous faut déconstruire nos préjugés et éviter de recourir à ces grandes abstractions que sont la *France*, la *Chine*. La France ne pense pas d'un seul esprit et ne parle pas d'une seule voix, pas plus ni moins que la Chine d'aujourd'hui.

### **La Chine, et au-delà...**

C'est pourquoi, nous pensons que notre relation avec Taïwan doit être renforcée. Dissocions le symbole du réel : la France continuera à ne reconnaître qu'une seule Chine, celle de Pékin. Mais elle doit réagir à

l'évolution significative que représente le rapprochement entre Taïpei et Pékin : 270 vols aériens relient chaque semaine l'île à la Chine. Ce rapprochement engage l'évolution de cette région du monde dans un processus irréversible : celui d'une coopération accrue entre les puissances qui ne réduira en rien les spécificités culturelles de chacune.

La France doit en tenir compte. Taïwan a trop longtemps constitué l'angle mort de la politique étrangère de la France en Asie orientale. Or, de par ses nombreuses possessions dans le Pacifique, elle est concernée au tout premier plan par cette évolution. Taïwan, onzième puissance économique mondiale, est en passe de devenir un modèle pour l'Asie et le monde dans les nouvelles technologies du développement durable. La France, rappelons-le, est le premier partenaire scientifique de Taiwan après les Etats-Unis : 56 projets scientifiques sont engagés sur l'île avec la France et notamment en termes de recherche dans le domaine des nanotechnologies. Le nombre d'étudiants taïwanais en France a considérablement augmenté ; de 300 dans les années 1980, ils sont passés à 1 500 aujourd'hui. Nous sommes encore loin du nombre d'étudiants taïwanais établis en Grande-Bretagne (15 000), mais la coopération universitaire franco-taïwanaise se renforce. Plus de 200 projets sont en cours. Des lycées d'excellence (Louis le Grand, Janson de Sailly...) et de grandes écoles françaises sont engagés dans des projets d'échanges, y compris dans le domaine artistique et culturel, comme l'atteste la participation de troupes taïwanaises au festival d'Avignon ou l'exposition Tao du Grand Palais à Paris.

Taiwan entend ainsi privilégier l'éducation. C'est à l'intelligence et à l'éducation que les Taïwanais doivent leur capacité de rebondissement. L'un des tous premiers investisseurs en Chine continentale, Taïwan est indispensable à la Chine. Nous le savons mais les inhibitions idéologiques de nos élites entravent encore la réalisation d'un trop grand nombre de projets avec l'île. Ces enjeux dépassent et de loin les relations que nous venons d'évoquer. Ils englobent, en réalité, un espace tangible aux frontières immenses où la France conserve des atouts qu'aucune autre nation européenne ne possède à ce jour. Il s'agit du Pacifique. C'est là où tous les enjeux du monde vont se jouer.

**Notes :**

---

<sup>1</sup> Pascal Ory, *L'histoire culturelle*, Paris, Puf, 2008, p. 8.

<sup>2</sup> Olivier Donnat, *Les Français face à la culture : de l'exclusion à l'éclectisme*, ministère de la Culture, 1994.

<sup>3</sup> Le nombre d'étudiants chinois dans notre pays dépassera, l'année prochaine, d'après les données officielles de Campus France, la communauté des étudiants marocains (la plus importante jusqu'alors).

<sup>4</sup> Comme le rappellent dans un article récent du *Monde*, trois anciens ambassadeurs et secrétaires généraux du Quai d'Orsay (François Scheer, Bertrand Dufourcq, Loïc Hennekinne), « le ministère français des Affaires étrangères est une structure fort peu coûteuse. Il représente, bon an mal an, autour de 1 % du budget de l'Etat » dans: « Le Quai, outil vital d'une diplomatie efficace », *Le Monde*, mercredi 25 août 2010, p. 18.

<sup>5</sup> Lire les pages lumineuse écrites par l'historien Marc Bloch : *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990.

<sup>6</sup> Emmanuel Lincot, « Plaidoyer pour une formation des élites européennes aux affaires chinoises » dans *Monde Chinois*, n°20, 2009.

<sup>7</sup> J. K. Fairbank, *The United States and China*, 4<sup>e</sup> édition, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1979, p. 477, cité dans Yves Viltard, *La Chine américaine*, Paris, Belin, 2003, p. 256.